Etats généraux de la justice : Un chantier "titanesque"

RFI, 04 août 2013 Burundi : lancement des Etats généraux de la justice C'est ce lundi que débute au Burundi des Etats généraux de la justice. Pendant cinq jours, quelque 300 personnes représentant le gouvernement, le Parlement, la magistrature ou encore la société civile vont se pencher sur les nombreux problèmes qui minent la justice de ce pays, et tenter de trouver des solutions qu'ils vont proposer à l'exécutif burundais. Un chantier immense, pour ne pas dire titanesque. Pour le syndicat des magistrats du Burundi, l'enjeu de ces assises est capital : il s'agit ni plus ni moins de l'indépendance de la justice dans ce pays. Jusqu'à ce jour explique le président de ce syndicat Jean de Dieu Nduw...

« Il recrute, note, décide des mutations, donne une promotion ou au contraire saque les magistrats, tout ça sa discrétion », regrette le leader syndical. Autre défi et de taille, le président burundais, chef de l'exécutif, est aussi à du Conseil supérieur de la magistrature. De quoi lui assurer une emprise encore plus grande sur le pouvoir judiciaire si c'était possible. Le syndicat des magistrats pessimiste La magistrature, la société civile espèrent au bout de ces jours d'assises qui se tiendront dans le bien-nommé Grand séminaire Jean Paul II de Gitega, ces Etats généraux accoucheront d'une série de recommandations qui vont permettre au Burundi de devenir enfin un véritable État de droit. Mais si le gouvernement burundais assure qu'il sera engagé par ces recommandations, le syndicat des magistrats se dit pessimiste autant qu'il accuse le ministre de la Justice d'avoir écarté tout le monde dans la préparation.